

# CONTINUITÉS ET DISCONTINUITÉS DE L'ANTISÉMITISME



Note de Nathalie Heinich

Sociologue, Directeur de recherche au CNRS



le cercle de la licra  
réfléchir les droits de l'homme

**Face à la multiplication des actes d'antisémitisme, l'on peut mettre en évidence, comme pour tout événement historique, soit la continuité avec le passé – sur le mode de l'éternel retour – soit la discontinuité – c'est-à-dire ce en quoi il se présente sous des traits spécifiques.**

La première option est toujours plus facile intellectuellement, car quoi de plus assimilable que ce qu'on connaît déjà ? Dans cette perspective, que l'on peut dire « continuiste », l'antisémitisme d'aujourd'hui est, comme celui d'hier, le « perpetuo nemico che aggiunse onta alla sua onta », cet ennemi perpétuel qui n'a cessé d'ajouter la honte à sa propre honte, comme l'écrivait Gabriele d'Annunzio en 1916 dans le contexte de la Première Guerre mondiale<sup>1</sup>.

Mais pour ma part, je préfère la seconde perspective, celle qui regarde plutôt ce qui fait rupture avec le passé, ce qui fait irruption, et nous oblige à considérer de près ce dont il s'agit, quitte à devoir nous passer de nos repères habituels. Plutôt donc que la constance de l'antisémitisme, j'aimerais insister sur ses différences avec celui qui nous est le plus familier, du moins en France : celui de l'affaire Dreyfus, de l'extrême-droite dans l'entre-deux-guerres, de la collaboration et du génocide – un antisémitisme d'autant plus familier qu'il a pris des formes extrêmes et donc spectaculaires, qui impressionnent durablement les mémoires.

### **Les spécificités de l'antisémitisme actuel**

Je ne ferai ici que récapituler brièvement les spécificités de cet antisémitisme actuel, qui ont déjà été analysées par des chercheurs tels que Pierre-André Taguieff, Nonna Mayer, Pierre Birnbaum, Georges Bensoussan, et d'autres encore<sup>2</sup>. Car, comme le dit Taguieff, « ce que peuvent faire les chercheurs, les universitaires et plus largement les intellectuels, plutôt que s'indigner et condamner rituellement, c'est analyser le plus précisément possible le phénomène complexe et évolutif qu'est la judéophobie contemporaine avec le souci d'en identifier les causes »<sup>3</sup>.

Ces spécificités, donc, tiennent à ce que le contexte n'est tout simplement plus le même qu'il y a un siècle, trois générations, ou même deux générations. La « nouvelle judéophobie » s'inscrit dans un nouveau contexte, à la fois international et national.

Le contexte international, c'est la persistance du conflit israélo-palestinien et la montée de l'antisionisme, notamment dans une partie de l'extrême gauche, qui s'emploie à relayer, par solidarité avec les « dominés », l'antisionisme de nombreux musulmans, particulièrement les jeunes.

Le contexte national c'est, d'une part, les mutations de la droite traditionaliste, qui a trouvé depuis le « Jour de colère » une nouvelle énergie et une libération de la xénophobie publiquement exprimée ; et, d'autre part, les effets générationnels de l'immigration musulmane, devenue la cible prioritaire de l'extrême droite (sauf dans la

---

<sup>1</sup> Inscription apposée sur une plaque de rue à Venise.

<sup>2</sup> Cf. notamment P.-A. Taguieff, *La Judéophobie des modernes*, Odile Jacob, 2008 ; N. Mayer, « Les transformations de l'antisémitisme français », *Journal für Konflikt und Gewaltforschung*, 2005 ; P. Birnbaum, *Sur un nouveau moment antisémite*, Fayard, 2015 ; G. Bensoussan, *Les Territoires perdus de la République*, Mille et une nuits, 2002.

<sup>3</sup> *Le Droit de vivre*, mars 2015.

mouvance Dieudonné, islamophile), l'objet prioritaire de la sollicitude de l'extrême gauche au nom de la lutte contre l'islamophobie, et le foyer d'une radicalisation islamiste dont nous connaissons trop les dérives et délires, avec la flambée des actes et attentats contre les Juifs.

Mais je ne pense pas que l'arbre de ces exactions doive cacher la forêt d'un mouvement de plus longue durée, que le sociologue Norbert Elias aurait inscrit dans ce qu'il nommait le « processus de civilisation »<sup>4</sup>: cette forêt obscure, et obscurcie par la déflagration des armes, c'est celle de la régression continue, progressive, de l'acceptabilité du discours antisémite. Certes, dans les faits, ce discours existe toujours, et connaît même des retours de flamme et des passages à l'acte, comme aujourd'hui. Mais dans la conscience collective, dans l'état de notre système de valeurs sinon partagé, du moins institutionnalisé, l'antisémitisme n'est plus légal, comme il a pu l'être sous le régime de Vichy, ni même licite, comme il l'a si longtemps été.

### **Les discontinuités de l'antisémitisme**

Et c'est cela, la principale discontinuité, la grande différence par rapport au passé : l'Etat est, aujourd'hui, le protecteur assumé et affirmé des Juifs, comme nous l'ont remarquablement rappelé nos gouvernants après les attentats de janvier. Et l'histoire aussi est, d'une certaine façon, leur protectrice, du fait que la Shoah rend certains propos non pas indicibles, malheureusement, mais au moins inacceptables, en tout cas par beaucoup de gens ; et, parmi ces gens, par ceux qui exercent un pouvoir de décision – les politiques –, un pouvoir de coercition – les magistrats –, et un pouvoir d'éducation – les enseignants.

Etat protecteur, institutions protectrices : c'est cela, la forêt qu'il nous faut cultiver aujourd'hui, sans nous laisser aveugler par ces poches de régression antisémite, certes violentes et parfois assassines, mais devenues fortement illégitimes. Ces actes sont des faits, mais ils sont d'autant plus visibles qu'ils contredisent des valeurs : comme chaque fois que monte dans la conscience commune le sentiment de l'illégitimité d'une situation, monte en même temps sa visibilité, avec le sentiment que cette situation est « de plus en plus » présente, alors qu'elle est, bien plutôt, de plus en plus stigmatisée. Ce qu'il faut bien voir ici, ce n'est pas seulement la montée du nombre d'actes antisémites répertoriés : c'est aussi la montée de l'indignation qu'ils suscitent, et pas seulement chez les Juifs – même si, ne nous le dissimulons pas, ces actes sont aussi admirés et salués par le trop grand nombre de ceux qui construisent leur identité dans le refus de l'humanisme et le refus des Lumières, sans même d'ailleurs savoir, le plus souvent, ce qu'est l'humanisme, ni ce que sont les Lumières.

La discontinuité dans l'histoire de l'antisémitisme, ce qui a changé par rapport au passé, c'est donc l'état des valeurs communes, même si elles ne sont pas encore partagées par tous. Elles sont, au moins, les valeurs transmises par les institutions et protégées par la juridiction – en tout cas dans notre pays, car ce progrès dans la civilisation ne se produit pas partout, loin de là.

---

<sup>4</sup> Cf. N. Elias, *La Civilisation des mœurs*, Calmann-Lévy, 1969.

Nous devons même constater qu'il existe de plus en plus de lieux dans le monde où c'est la régression qui semble l'emporter, contre laquelle, malheureusement, nous avons encore moins de capacités d'action qu'à l'intérieur de nos frontières. Mais n'oublions pas quand même que dans ces pays-là aussi, il existe des démocrates et des humanistes, qui prennent appui sur ce que représente encore la France en matière de droits de l'homme.

Ce relatif optimisme ne signifie pas qu'il faille pour autant minimiser ce qui nous menace, et encore moins nous en désintéresser. Mais ne perdons pas de temps à nous demander une fois de plus « Pourquoi l'antisémitisme ? », parce que la réponse est connue : le besoin de boucs émissaires est un invariant des sociétés humaines, et le statut des Juifs les expose à endosser, bien malgré eux, ce rôle immémorial. Ne perdons pas de temps non plus à nous demander « Comment éradiquer l'antisémitisme ? », parce que la réponse, elle aussi, est trop bien connue : il y aura probablement toujours de l'antisémitisme, comme il y aura toujours des imbéciles, des pauvres types et des salauds.

### **Neutraliser l'antisémitisme**

La seule question utile, me semble-t-il, c'est de nous demander comment faire pour que l'antisémitisme redevienne et demeure aussi inactif, inaudible et indolore que possible.

Et à cette question, je vois aujourd'hui trois réponses.

- **Un travail de terrain en relation avec le milieu associatif**

La première réponse est qu'il faut travailler auprès des populations directement concernées, autrement dit les jeunes musulmans exposés au risque d'endoctrinement salafiste et aux dérapages de l'antisionisme: il faut intervenir sur le terrain, aider les associations de quartier dans les cités, favoriser les programmes d'insertion aussi près que possible de ces populations, et peser auprès des pouvoirs publics pour que des moyens suffisants leur soient attribués.

- **Miser sur l'éducation à l'analyse des propos**

La deuxième réponse est qu'il faut travailler auprès des jeunes, via l'Education nationale, pour contrer les effets propagandistes d'Internet, l'épidémie de conspirationnisme, la dilution de la différence entre savoir et opinion, l'inculture juridique. Apprendre à se repérer sur des sites Internet, à trier et utiliser l'information, à faire la différence entre une vérité scientifique et une croyance, à comprendre les fondements du droit : tout cela devrait faire l'objet d'un enseignement systématiquement pensé et dispensé dans la formation des enseignants, pour qu'il soit à son tour dispensé aux élèves.

Certains de mes collègues croient nécessaire de « s'attaquer au pouvoir de la science », de sensibiliser aux vertus du relativisme pour lutter contre les abus d'autorité scientiste : je leur répons qu'ils sont simplement en retard d'une génération, parce que l'urgence aujourd'hui, face à la nouvelle culture d'Internet, c'est d'enseigner et de réaffirmer la spécificité du savoir, la différence entre un fait vérifié et une croyance, entre une information et un ragot, entre un usage intelligent de l'esprit critique et la propension à

suivre aveuglément la vogue complotiste. Et tant pis si ça a l'air ringard : j'assume la ringardise lorsqu'il en va d'une guerre contre l'obscurantisme.

- **Une prise en compte politique des travaux et recherches des intellectuels**

La troisième réponse, enfin, s'adresse directement au personnel politique : plutôt que de déplorer le manque d'engagement des intellectuels contre l'extrême droite, comme l'a fait notre Premier ministre avant les élections départementales, nos gouvernants feraient mieux de faire l'effort de nous lire et d'utiliser un peu plus nos travaux. S'ils mettaient ou remettaient en place des cellules efficaces de liaison entre chercheurs et décideurs ; s'ils encourageaient des think tanks qui ne soient ni des bunkers ni des salons mondains ; s'ils nous invitaient à leur proposer nos réflexions et les résultats de nos recherches, peut-être alors celles-ci deviendraient-elles enfin utiles aux combats politiques – au premier rang desquels le combat contre l'antisémitisme – parce qu'elles seraient, enfin, utilisées par ceux qui exercent le pouvoir.